**Pour soutenir le Parti Communiste Français :**

## Souscription départementale du PCF

## On continue !

**Page 3**


# Les Nouvelles de Loire-Atlantique

*Mensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français*

*Pour tout Renseignement 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr*

**Numéro 1001** **15 février 2016** **prix : 0,70 €**

## Libye

**La pièce maitresse du château de cartes** 2

## Pôle Emploi

**Le service public de l'emploi en danger** 5

## Gouvernement

**La stratégie de l'émotion** 6

## Intercommunalités

**Mariages forcés en perspective** 7

## Raul Castro à Paris : Une étape pour libérer l'Ile de la Révolution, de l'embargo américain

**Le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis, n'a pas mis un terme à sa politique punitive.** Le blocus de 1962 n'a toujours pas été levé. La Havane en estime le prix à plus de 100 milliards d'€. Ce chiffre est à rapprocher de celui de sa dette qui s'élèverait à 10,2 milliards d'€ dont 7,8 pour les seuls intérêts de retard et pénalités ! **Or la France est l'un des principaux créanciers de Cuba et préside le club de Paris (ensemble des créanciers).** Elle doit agir pour un réaménagement de la dette et sa conversion en projets bilatéraux de développement, qui ne soient pas de simples intérêts à court terme pour les multinationales avides de nouveaux marchés.
Il faut anticiper la déferlante mercantile des entreprises américaines qui rêvent, avec un risque réel de déstabiliser l'économie socialiste cubaine. **D'autant que le pays est aujourd'hui considérablement appauvri, asphyxié par le blocus, situation aggravée par un système économique très étatisé et bureaucratique qui commence seulement à se réformer.**
La France et Cuba ont beaucoup à faire pour approfondir leur coopération, avec le soutien de collectivités territoriales et d'associations amies.

# L'actualité politique



## La crise du modèle agricole

L'industrialisation de l'agriculture répond aux exigences de l'agroalimentaire. La suppression des outils de régulation des marchés, des quotas de production, la course à l'agrandissement, à l'augmentation des volumes au détriment de la qualité des produits...
Voici ce que nos dirigeants, la commission Européenne et le principal syndicat agricole qu'est la FNSEA nous ont proposé comme évolution de la politique agricole depuis les 30 dernières années....
Ce même syndicat; qui a tout mis en œuvre pour libéraliser les marchés agricoles, soutenant la théorie de leurs autorégulations comme ultime solution, porte la responsabilité de l'extrême catastrophe qui s'annonce pour le monde agricole, ses travailleurs et l'ensemble des territoires ruraux.

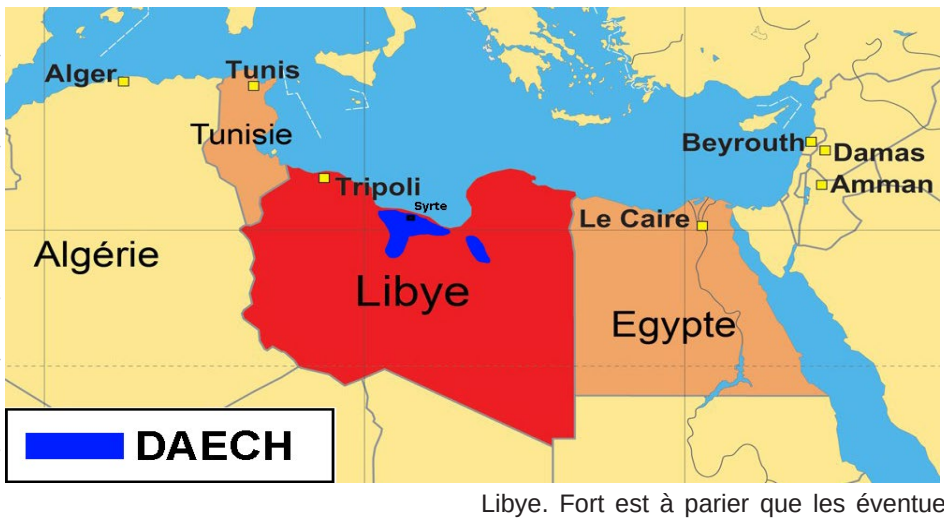
Les crises se succèdent, s'accompagnent de leurs drames humains (avec près de deux suicides d'agriculteurs par jour) dans une réelle indifférence des industriels, des spéculateurs, des financiers et de nos dirigeants... Souvent jeunes, enfermés dans les rêves d'une agriculture moderne, mécanisée, robotisée... des milliers d'agriculteurs, sous le poids d'investissements parfois inconsidérés, agonisent des choix portés sur les promesses des industriels et des banquiers.
Les conséquences de l'industrialisation de l'agriculture sur l'environnement et sur la santé sont de plus en plus régulièrement citées, sans pour autant provoquer une inversion significative de nos modes de productions.

Le retrait de l'activité agricole de l'OMC (organisation mondiale du commerce), le développement d'une agriculture de proximité, de qualité, à taille humaine, respectueuse de son environnement, permettant de rémunérer ses travailleurs, idéalement répartis sur le territoire.... sont les bases d'un modèle agricole depuis longtemps défendu par des militants d'une Gauche qui ne se renie pas, mais qui ne parvient pas à imposer des idées, qui régulièrement, sont torpillées par les lobbies agricoles et les politiciens qui les soutiennent.
Pourtant, les atouts du secteur agricole ne manquent pas. C'est un gisement d'emplois énorme. Outre la mise en œuvre d'un projet agricole décliné sur les bases des lignes ci-dessus, accueillant des paysans nombreux, ce sont les initiatives autour de l'économie circulaire, la valorisation de la matière organique, des déchets, des ressources naturelles et la production d'énergies renouvelables qui peuvent être en mesure de créer des centaines de milliers d'emplois.
L'agriculture, ses produits, les conditions de vie de ses travailleurs, son rôle dans l'économie, dans l'environnement où elle s'exerce, sont vraiment l'affaire de chacun d'entre nous...

Si nous souhaitons un changement dans la manière d'appréhender l'activité agricole, il faudra que nous l'imposions à nos dirigeants, nos élus et les professionnels du secteur par la force de notre bulletin de vote, mais aussi nécessairement par la manière dont nous consommons, et par l'évolution de notre mode de vie. Prenons-en conscience.....Agissons...Vite....

**Jean-Noël LEBOSSÉ**

## La Libye : pièce maitresse du château de cartes




L'annonce récente par la Tunisie de la construction d'un "système d'obstacles" à sa frontière avec la Libye, après avoir été la cible en 2015 d'attentats meurtriers dont les auteurs présumés auraient séjourné dans ce pays voisin, fait ressurgir la question libyenne sous le feu des projecteurs médiatiques et politiques.

**Cinq ans après la chute du colonel Mouammar Kadhafi, la Libye est toujours en proie à une guerre civile. Les Occidentaux, France en tête, portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle.** Ce sont eux qui, en 2011 ont lancé une attaque aérienne dans le but de déloger le régime Kadhafi. Force est de constater que ces politiques impérialistes et les volontés d'accompagnement des factions libyennes à travers un processus de dialogue, sont sans résultat concret pour l'instant.

**L'absence d'État permet par ailleurs à l'EI de s'installer sans rencontrer de vraie résistance, voire de nouer des alliances dans un territoire qui compte deux gouvernements, deux Parlements, trois régions antagonistes, de nombreuses milices, de grandes tribus et de multiples partis.** Aujourd'hui plusieurs sources font état d'une présence djihadiste radicale désormais "de l'ordre de 5000 combattants" en Libye.
Dans ce contexte, réunis à Rome, le 2 février, les 23 ministres des Affaires étrangères de la coalition contre le terrorisme se sont gardés d'annoncer une décision tout en préparant une éventuelle intervention qu'un futur gouvernement libyen légitime d'union nationale appellerait de ses vœux…

Alors que les logiques de guerre et les bombardements au Moyen-Orient ont conduit au renforcement de Daech en Libye. Fort est à parier que les éventuels bombardements en Libye, déboucheront sur la dissémination des djihadistes à l'intérieur du pays, au Maghreb, au Sahel et jusqu'en Afrique de l'Ouest. Nous le voyons, il n'y a, dans cette affaire, si l'on ne s'extrait pas des logiques précédentes, que de mauvaises solutions.

L'ONU doit être à l'origine d'un dialogue politique entre ces factions. En cela la résolution de la question libyenne sera consécutive d'une véritable rénovation du dialogue international, à l'inverse de l'éviction récente des forces kurdes des discussions en Syrie. **Chaque jour qui passe sans résolution politique du conflit nous rapproche d'une intervention militaire sans lendemain.** Cette situation vient souligner l'importance de la mobilisation des forces progressistes ici en France pour imposer une rénovation de la politique étrangère de notre pays qui participe de l'alimentation de la poudrière régionale.

### Le traité transpacifique de Libre-échange qui lie 12 pays, a été signé

Représentant 40% de l'économie mondiale (Canada, Mexique, Chili, Pérou, Japon, Malaisie, Vietnam, Singapour, Brunei, Australie, Nouvelle Zélande et les Etats- unis) le TPP ne comprend pas la Chine, 2ème économie mondiale, écartée des négociations. **L'objectif est d'imposer la domination américaine de ses standards industriels, agricoles, financiers, sécuritaires, sanitaires, et phytosanitaires, alors que des négociations similaires sont toujours en cours avec l'Europe (TAFTA).**

### Le Pentagone quadruple son budget pour l'Europe de l'Est

Pour un montant de 3,4 milliards de $, l'enveloppe permettra d'augmenter le nombre de soldats venant s'entrainer sur les frontières orientales de l'U.E, de pré-positionner plus d'armements et d'investir plus dans les bases américaines sur place. **Tout cela devrait dissuader « l'agression » russe, selon le secrétaire américain à la Défense.**
Dans le même état d'esprit, la **Lituanie vient de rétablir le service militaire.**

### Sous surveillance, le Portugal obtient l'aval provisoire de l'U.E. sur son budget 2017

**Le gouvernement socialiste soutenu par la coalition de gauche (bloc de gauche, Parti Communiste Portugais) a mis le cap sur une relance économique, tournant le dos à l'austérité.**
Basée sur la consommation, stimulée par une revalorisation du salaire minimum, le rétablissement des 35 h pour les fonctionnaires, l'enjeu est de conforter la baisse du chômage.
Le rappel à l'ordre est venu de Berlin. Le verdict définitif de la commission tombera en mai car en 2017 le pays risque d'afficher un déficit supérieur au 3% du PIB (comme la France).

## Grande campagne d'adhésion

A l'occasion du prochain congrès du PCF (voir page 4), le conseil national du parti propose de « faire de 2016 une grande année de renforcement ». Deux sections de Loire-Atlantique se sont d'ores et déjà emparées de cette campagne. Elles entament en ce moment même des diffusions de tracts spécifiques et des prises de contact pour venir renforcer leur parti localement. Cette campagne vise également à mieux faire connaître le PCF, son histoire, ses projets ainsi que les grandes batailles qu'il mène au quotidien avec ses militants et ses élus.

## Grande souscription départementale : 7040€ On continue !!!

IL y a maintenant trois semaines, la fédération de Loire-Atlantique du PCF lançait une grande souscription départementale.
Cette souscription est un succès puisque 7040 € ont été récoltés à ce jour !

**La mobilisation doit continuer !**

Pour faire face aux difficultés financières telles que nous les évoquions dans le précédent numéro, la mobilisation doit continuer et s'intensifier. C'est d'autant plus nécessaire pour que le PCF puisse mener les activités nécessaires à la bataille idéologique face au capitalisme !
« **Gagner rapidement la bataille de la souscription départementale est essentiel !** Dès aujourd'hui, si le PCF veut conserver des moyens politiques, humains, matériels pour défendre avec force ses valeurs de liberté, de démocratie, de solidarité, de progrès et de paix, il a besoin de contributions et de soutiens. Il n'y a pas de petits dons. Chaque euro versé à l'Association départementale de financement permettra à la fédération et aux sections du PCF de maintenir leur activité au service de la bataille d'idées contre la crise du capitalisme. Chaque euro versé permettra au PCF de tenir des initiatives et des événements qui le font rayonner : débats et rencontres politiques, fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, fête de l'Humanité… Pour toutes ces raisons, la grande souscription départementale est indispensable. Elle nous permettra d'affronter l'avenir et de réussir nos batailles politiques »

ILS ONT PARTICIPÉ A LA SOUSCRIPTION :

AMISSE Maurice, ARTEAUD Marielle, AUSSANT Claude et Ginette, BERNIER Aline, BERTU Patrick, BONNET Christian, BOURSICOT Josette, BOY Marguerite, BUTTARD Aime, CARDENAS René, CASABURI Jean-Marie, CHAMPEAU Pierre, COLOU Bernard, COMBAUD Pierre, COTTENCEAU Gérard et Claude, COUVEZ Éric, DENECHERE Antoine, DERRIEN Gérard, DIVET Alain, DRUAIS Ange, DRUAIS Maurice, DUGUY Henry, EVAIN Jacqueline, FAROUX Muriel, GADET Pierre, GARCON René, GODARD Françoise, GRAVOILLE Catherine, GREE Michel, GRESSUS Henri, GROLLIER Jean, HAUMONT Franck, HUCHET Isabelle, JOUAN Patrick, JOUATTE Giselle, JOURNOUD Melissa, LAIDI Ahmed Michel, LAURENT Nadine, LE BRENN Marthe, LE CŒUR Jacques, LE CORRE Jean louis, LELOUP Michel et Gigi, LETRANGE Bernard, LEVENEUR Françoise, LUCAS Michel, MAHE Véronique, MAIA Pedro, MAISONNEUVE Emilia, MOYSAN Henri, PABOIS Anna, PETRA Alain, PINAULT Yves, PLOQUIN Yolande, RABEL Paul, RAIMBAULT Emile, RENEVOT Yvon, RICA Michel, RIOU Pierre, SALECROIX Robin, SANZ Dominique, SEASSAU Aymeric, SYLVESTRE Georges, TROUILLARD Jeannine, TURMEAU Jérôme, VILLEMAINE Valérie, VINCE Jean-Paul

Une pensée particulière pour notre camarade **Henry DUGUY,** 100 ans cette année qui a généreusement contribué à l'appel à souscription. Ancien résistant interné au camp de Choisel, militant communiste et syndicaliste, il vient une fois de plus témoigner de son attachement au PCF.

## Je soutiens le PCF, son déploiement et ses capacités d'action

Je verse la somme de _____ €
à l'ordre de l'ADF PCF 44
41 rue des olivettes
44000 Nantes
(Association départementale de financement du PCF)

Nom : …….. Prénom……

Adessse: ……

Ville : ……..……..

Code Postal : ……

Mail : …….....

Les versements à l'ADF donnent droit à une réduction fiscale de 66% du montant de la valeur du don, dans la limite de 20% du revenu imposable. Un reçu fiscal vous sera adressé.

## Edito

**Par Pedro MAIA**

**La nouvelle majorité Régionale de droite est fâchée avec le Hellfest. Plus un sou pour le célèbre festival qui se déroule tous les ans, au mois de juin, à Clisson !**

Si l'on ne peut que condamner l'attitude « stupéfiante » d'un artiste métal ivre sur scène, le temps d'un concert, et qui s'en est excusé, le conseil régional ne peut donner une suite favorable à la requête formulée par une association traditionnaliste, qui, depuis la création du Hellfest mène campagne, manifeste, contre le « rassemblement sataniste » et la présence de « métaleux » dans la ville des seigneurs de Clisson. Un blasphème ! Le dérapage d'un chanteur qui est, parmi tant d'autres groupes et artistes, au programme de l'édition 2016 du Hellfest, est devenu un prétexte pour Bruno Retailleau, celui de ne plus subventionner un style de musique qui est symbole de rébellion culturelle et sociale remettant ouvertement en cause la société conservatrice. Nous y voilà !

Ceux là même qui s'indignent contre un certain style de musique insoumis à **l'ordre catholique qu'ils voudraient établi, se retrouvent, ensemble, dans les cortèges des manifestations contre le mariage pour tous ou contre l'IVG.** La décision de la majorité régionale est un acte politique fort, inquisitoire, à l'encontre d'un événement musical international majeur, populaire, qui rassemble des dizaines de milliers de personnes dans la bonne humeur et la non violence. Cela interroge sur les ambitions culturelles de la droite au pouvoir pour les Pays de la Loire. Les symptômes de la droitisation de l'échiquier politique et de la société en général sont réels, ils rendent possible et remettent au goût du jour des idées réactionnaires. La déchéance de la nationalité, le prolongement et l'institutionnalisation de l'état d'urgence par le gouvernement les matérialise.

**Il y a urgence à réaffirmer les valeurs de gauche et à les rendre majoritaires, le prochain congrès du PCF peut en être une étape. En attendant, longue vie au Hellfest !**

## La France en commun

En mai dernier à l'initiative du Comité National du Projet du PCF, était rendu public le texte ***La France en commun***. Ce texte qui reprend les grands enjeux dont la gauche doit s'emparer (l'emploi pour toutes et tous, un nouveau mode de développement social et écologique, la dictature des marchés financiers, l'égalité femme/homme, l'accès à la culture, le défi démocratique, la paix…) est un point de départ pour entamer le débat autour du projet communiste. Ce débat, il a lieu localement à l'occasion des assemblées de militants communistes en vue de la préparation du congrès, mais aussi nationalement avec, par exemple, ***les lundi de la gauche*** qui sont autant d'espaces d'échange initiés par le Secrétaire National avec des actrices et acteurs divers des mondes associatifs, culturels et politiques.
**Comme pour l'ensemble du processus de congrès, toutes les contributions au projet sont les bienvenues !**

# 37ème Congrès du PCF



## Les trois objectifs du congrès

**Pierre Laurent** - Dans l'Humanité du Lundi 1er févier 2016

« Ce congrès, compte tenu des circonstances, ne peut qu'être exceptionnel. Nous allons le préparer dans l'action. D'abord, pour construire une offre forte et claire pour 2017. Le congrès aura à tirer un bilan des initiatives prises pour cela et à décider souverainement en conséquence. Deuxièmement, nous travaillons à un grand texte populaire pour dire le chemin d'émancipation que nous proposons à notre société. C'est à cet effort de conception et de formulation que nous allons consacrer une part importante de notre congrès. Enfin, le Parti communiste a beaucoup changé ces dernières années. Des générations nouvelles l'ont investi. Je crois qu'il est prêt à devenir une force politique nouvelle, capable de faire autrement de la politique, tel qu'y aspirent des millions de gens qui, comme nous, n'en peuvent plus de la sclérose actuelle du système. C'est le troisième objectif que nous donnons à ce congrès. »

## Le Calendrier du congrès

**Dès maintenant** : Réception des contributions pour la rédaction de la base commune

**5 et 6 mars** : Adoption de la base commune par le Conseil National. Point sur la mise en œuvre des batailles, des initiatives et des débats dont celui sur la construction d'une candidature commune.

**6 avril** : Date limite de dépôt des textes alternatifs.

**Mai** : Congrès de sections

**4, 5 et 6 mai** : Vote de la base commune par les adhérents du PCF.

**14 et 15 mai** : Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique.

**27, 28 et 29 mai** : Congrès départemental, Salle de la Carrière de Saint-Herblain.

**2, 3, 4 et 5 juin** : Congrès national

## « Un congrès exceptionnel »

**Le 37ème congrès du Parti Communiste Français se déroulera du 2 au 5 juin prochain. Il s'agit pour le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, compte tenu des événements et de la situation économique et sociale du pays d'un « congrès exceptionnel ».**

Lors du dernier Conseil National des 16 et 17 janvier derniers, dans son rapport d'introduction le 1er Secrétaire du PCF rappelait l'ensemble des défis qui attendent la France et singulièrement la gauche et le Parti Communiste Français après la dernière période électorale.
Dans un tel contexte de crise économique, sociale, politique, institutionnelle, et devant nombre d'incertitudes sur le plan international, le congrès sera un espace de débat, un temps de réflexion privilégié pour penser le PCF et son action dans la période politique à venir.
Le travail qui attend les communistes consistera à approfondir le projet en partant du document La France en commun (voir plus haut). Un projet de changement qui peut exister car pour le 1er Secrétaire du PCF, de nombreuses forces restent disponibles pour le mettre en œuvre. Aussi, les communistes se tourneront vers la population par l'organisation de débats, la mise en place de questionnaires, d'enquêtes afin de connaître ses attentes.
Il s'agira aussi pour l'ensemble des communistes de France, comme en Loire-Atlantique, de faire remonter leur contribution afin que le Conseil National puisse adopter une proposition de base commune de discussion sur les trois objectifs du congrès : le sens du combat communiste et le projet pour la France ; les perspectives pour les échéances électorales de 2017 ; les transformations du PCF.

En Loire-Atlantique le conseil départemental à décidé d'ouvrir quatre chantiers en vue de ce congrès, avec un ensemble de débat ouverts sur le rôle et l'identité du PCF, son rapport au pouvoir et à son exercice, ainsi que des questions qui tiennent à son animation et à son organisation dans le département.

### Déposer une contribution

**Pour participer à la réflexion et déposer une contribution :**
**Par mail** : pcf44@wanadoo.fr ou transparence@pcf.fr
**Par courrier** : PCF 44 - 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

### Toutes les informations sur le congrès

http://congres.pcf.fr

## Leurs attentes pour le congrès…

**Nicolas Carrey - Section de Saint-Nazaire**

En ce début d'année 2016, le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour renforcer l'exploitation, museler la contestation sociale et diviser les classes populaires. Pourtant, les Français sont solidaires des Goodyear et des travailleurs, agents de la fonction publique... qui se mobilisent partout en France. De plus le départ de Christiane Taubira est un signe supplémentaire du peu de soutien dont dispose désormais le pouvoir.
Mais comment construire l'alternative ? Quel projet pour la France susceptible d'entrer en résonance avec ces luttes et d'être jugé crédible par leurs acteurs ? Comment construire un processus politique à gauche avec ces femmes, hommes et tous les militants politiques, syndicaux, associatifs qui rejettent la politique de François Hollande, qui n'ont pas renoncé au changement et multiplient eux aussi les appels ? Quels changements notre parti doit-il opérer pour être à la hauteur de tous ces défis ? Ces quelques questions sont essentielles. L'efficacité de notre intervention dans la société française pour ouvrir une alternative politique dépend beaucoup de notre capacité à y répondre, pas seulement entre communistes, mais avec tous les citoyens et les forces de gauche qui partagent notre ambition.
C'est le sens de notre Congrès dont la préparation est désormais engagée. Un Congrès de réflexion et d'action. Un Congrès qui interroge le sens de notre combat communiste et innove pour répondre à la crise politique la plus grave qu'ait connue la Ve République. Alors, soyons des milliers d'adhérents à contribuer au débat qui s'ouvre. Et tournons-nous vers la société en menant ce débat dans l'action avec la campagne pour l'emploi décidée nationalement tout en cherchant à rassembler toutes les forces disponibles à l'image des « lundis de gauche » qui se tiennent au siège du PCF avec Pierre Laurent.

**Mélissa Journoud - Section de Nantes**

La période actuelle est marquée par un capitalisme qui n'a toujours pas digéré sa dernière crise. Les guerres qui ensanglantent le monde en sont le marqueur le plus visible. Pour notre pays, ces dernières années ont été marquées par un recul inédit de nos droits sociaux et démocratiques plus récemment.
Cette période ouvre également des potentiels de conquêtes immenses comme en témoignent les changements de gouvernement vers le camp progressiste en Grèce ou au Portugal. Le congrès de notre parti doit nous permettre de nous doter des structures nécessaires pour saisir ce potentiel.
Il est impératif que le PCF soit en mesure d'avancer vers les travailleurs avec des propositions claires et concrètes formant un projet cohérent et révolutionnaire. Ouvrons les débats et ne nous laissons pas enfermer dans des positionnements manichéens imposés par l'idéologie dominante.
Le PCF doit redevenir l'école politique des travailleurs. Notre parti doit se doter des outils nécessaires de formation permettant à chacun de ses adhérents de pleinement saisir les enjeux actuels. La bataille idéologique se gagne en offrant la capacité à tous nos camarades de faire rayonner nos idées.
Mettons en avant le fonctionnement original de notre parti. Ce congrès doit faire en sorte que le PCF devienne le parti vers lequel les citoyens les plus éloignés de la politique aient envie de se tourner, celui qui représente l'alternative politique, celui qui représente le progrès et l'avenir.

## Elections Universitaires 2016

Du 1er au 3 février, tous les étudiants et les personnels de l'Université de Nantes ont été invités à élire leurs représentants aux instances de décisions et de délibérations de l'université. Quatre listes se partagent aujourd'hui les 20 sièges du CA réservés aux personnels, et trois listes se partagent les 6 sièges réservés aux étudiants. Les taux de participation au conseil d'administration : pour les personnels, ils varient entre 53,79% et 56,40% selon les collèges. Pour les étudiants, il est de 19,79%. Dans ce même collège la Liste "BOUGE TA FAC avec InterAsso Nantes" récoltent 4 sièges, la Liste "UNI et action IUT : pour une université moderne et professionnalisante" : 1 siège, Liste "UNEF Nantes et associations étudiantes : Des moyens pour étudier ! Des diplômes de qualité !" : 1 siège et Liste "Solidaires étudiant.e.s, syndicats de luttes" : 0 siège

# Le social au cœur



## Le service public de l'emploi en danger !

Le Syndicat CGT Pôle Emploi Pays de la Loire lance une pétition pour le maintien de l'ouverture des agences Pôle Emploi.

Pour le syndicat, le Service Public de l'Emploi est plus que jamais en danger tandis que les mauvais coups continuent à pleuvoir. Avec la multiplication des contraintes budgétaires, l'externalisation d'un certain nombre de prestations et la réduction de la qualité des prestations, c'est tout ce service public essentiel à la réinsertion des privés d'emploi qui est remis en cause.

A l'image de la mise en place lundi 8 février dans trois régions (Ile-de-France, Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et Auvergne Rhône-Alpes) d'un nouveau dispositif pour permettre aux demandeurs d'emplois d'avoir un accès soi-disant plus direct à leur conseiller référent. "Votre accueil sera réservé aux rendez-vous tous les après-midi", indique Pôle emploi à ses bénéficiaires, qui pourront convenir d'un rendez-vous par mail.

**Cinq syndicats franciliens (CGT, FO, le SNU-FSU, SUD et « Continuons la lutte ») s'opposent à cette nouvelle organisation. En effet, ce nouveau dispositif appelé « accès direct à son conseiller » repose sur la fermeture des agences tous les après-midi** à l'ensemble des demandeurs d'emploi, sauf ceux qui sont convoqués, expliquent ces syndicats dans un tract commun.

Selon le tract syndical, la nouvelle organisation de l'opérateur public, démarrée à l'automne dernier et mise en place progressivement à travers le territoire, a "déjà provoqué une déstabilisation complète de l'organisation du travail". Les syndicats protestent également contre la mise en place du "nouveau parcours du demandeur d'emploi", dans lequel ils voient "un renvoi vers internet et des services dématérialisés pour toute une série de services que les demandeurs d'emploi ne pourront plus obtenir en vis-à-vis".

**Cette politique d'austérité expérimentée dans un certain nombre de régions risque de faire des émules ailleurs alors que le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a progressé de 14.900 en décembre** en France entière (+15.800 dans la seule métropole), portant à 3,85 millions le total des inscrits dans cette catégorie…

Recul de l'accompagnement « humain » des privés d'emploi, volonté gouvernementale de « moduler » les indemnités, RSA contre bénévolat sont autant de mesures qui viennent illustrer l'intégration du credo patronal au niveau de l'exécutif que le chômage est la faute des chômeurs eux-mêmes …

**Face aux vielles sirènes libérales qui rabâchent à l'envi, que les cotisations sociales sont un coût et que le chômage est une conséquence de la non adaptation du salarié au marché, cette pétition vient, exemples concrets à l'appui, illustrer les menaces** que font peser ces logiques sur ce service public.

Alors, à vos claviers et à vos stylos, et rendez-vous sur www.change.org, section « Pétition pour le maintien de l'ouverture des agences Pôle Emploi ».

## Facteurs de Mouzillon : la lutte a payé !

La reprise du Travail au centre courrier de la Poste de Mouzillon a été décidée en fin de matinée le 4 février, suite aux dernières propositions de la Direction.

Les postiers avaient reçu un peu plus tôt le soutien de leurs collègues du centre courrier de Montaigu. Les salariés entendaient faire comprendre à la Direction que la surcharge de travail liée à la publicité devait conduire à la mise en place de moyens humains supplémentaires et pérennes.

**Cette lutte a permis d'arracher 10 semaines de renfort par l'embauche de 3 CDD pour la distribution de la publicité, afin de réduire la pénibilité pour les facteurs et préserver leur santé. Les grévistes ont aussi obtenu que des groupes de travail relatifs aux problématiques structurelles d'organisation du travail** soient mis en place afin de déboucher sur des réponses concrètes aux problématiques de ces travailleurs.

« Les facteurs attachés à leur métier ont été contraints de faire durer la lutte face à une direction qui a mis 9 jours avant d'avancer, avec un impact sur l'économie locale et sur les salaires des facteurs qui aurait pu être évité par de vraies négociations dès le premier jour » déclarait récemment l'U.D CGT dans un communiqué.

## Soutenons les Goodyear !

Le jeudi 4 février 2016, 500 personnes à Nantes et 400 à Saint-Nazaire se sont rassemblées en soutien aux 8 de Goodyear. Cette première mobilisation réussie en appelle d'autres.

**Les Unions Départementales CGT, Solidaires, FSU, et FO rappellent dans un communiqué commun que les 7 longues années de lutte des salariés de Goodyear, face à la multinationale, ont été marquées de conflits durs et âpres avec un patronat violent ayant recours à des vigiles, des hommes de main omniprésents** dans les ateliers et l'entreprise, pour faire peur, faire taire les salariés et leur faire accepter la fermeture de leur usine.

Pour ces organisations « c'est la première fois dans l'histoire de la République que, sous un gouvernement dit « de gauche », de telles peines sont infligées à des syndicalistes. Cette décision est un choix politique répressif contre les droits et libertés des salariés à se défendre dans leur travail avec leurs syndicats. »

Les salariés rassemblés comme les orateurs qui se sont exprimés ont appelé de leurs vœux à de nouvelles formes d'actions !

## En bref

### Le ministre banquier en visite aux Chantiers !

200 personnes étaient présentes pour « accueillir » Emmanuel Macron aux chantiers STX. Le ministre-banquier s'il tendait l'oreille pouvait entendre les salariés lui rappeler que cela faisait trois mois que François Hollande était venu aux chantiers navals, pour parler de « renouveau industriel ».

**Cela avait été l'occasion pour les syndicalistes et sans illusion de résultat, de lui dire entre quatre yeux, les préoccupations du monde du travail et la situation réelle des salariés du site** sur les salaires, sur la concurrence sociale et le manque d'embauche en CDI, sur les licenciements annoncés à STX Lorient, et sur les attaques tout azimut du gouvernement à l'encontre des travailleurs qui se défendent…

### Crise de l'élevage : pour le PCF « De nouvelles annonces au parfum de réchauffé »

Depuis plus d'une semaine les éleveurs de porcs, lait, viande sont mobilisés et expriment colère et inquiétude. Un vaste plan social qui n'en porte pas le nom guette les producteurs français. Le diagnostic est connu : démantèlement des outils de régulation, libéralisation des marchés, dumping social, concentration de l'agriculture au profit des géants de l'agro-alimentaire et de la grande distribution. A cela s'ajoutent les difficultés géopolitiques et sanitaires.

Pour le PCF « Faute d'affronter le sujet de prix agricoles rémunérateurs, comme celui des travailleurs détachés en Europe, les mesures gouvernementales de l'été dernier n'auront été qu'incantatoires. Aujourd'hui, le gouvernement s'installe dans de nouvelles annonces au parfum de réchauffé. Les 290 millions d'euros supplémentaires ne répondront que partiellement aux producteurs les plus en difficulté.

**Des solutions durables existent pourtant La proposition de loi déposée en septembre 2015 par les parlementaires du Front de gauche est à disposition pour apporter de vraies solutions aux éleveurs et faire échos aux mouvements paysans.**

**Nous proposons de légiférer sur la réduction des marges et pratiques abusives dans la grande distribution. Les prix agricoles doivent faire l'objet de négociations annuelles et pluralistes à travers des conférences des prix.** Les filières alimentaires relocalisées doivent être soutenues, l'indication d'origine des produits agricoles appliquée. L'Europe doit reconquérir l'ambition de sa souveraineté alimentaire. Elle doit se doter d'outils de gestion et de planification, tels des stocks régulateurs, des prix indicatifs... »

## Concours national de la Résistance attribué à deux Lycéennes de St-Nazaire

**Elèves en première et en terminale du lycée Aristide Briand, Nolwenn Arteaud-Orquin et Inès Hélou, on été distinguées par le jury départemental, puis par le jury du concours National de la Résistance, pour la réalisation d'une vidéo de 33 minutes : *Le retour des déportés de Saint-Nazaire.***

Madame Elissa André, professeure référente du concours, les a orientées vers deux anciens déportés de la ville : « on voulait quelque chose d'original, lié à la région. Saint-Nazaire est une ville tellement marquée par la guerre que le sujet est venu naturellement » précisent les deux lycéennes.

**Elles ont raconté l'histoire de deux résistants et déportés nazairiens, Christiane Cabalé déportée à Ravensbrück et Louis Gravouil déporté à Buckenwald,** après les avoir rencontrés une première fois, elles ont filmé les entretiens : trois heures de tournage à trier et monter pour un documentaire plein d'anecdotes touchantes, que le jury a apprécié. Mme Cabalé et M. Gravouil sont très fiers que des jeunes aient porté leur message.

# Culture, idées, sciences



### Exposition …

Comme chaque année, les Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant (AMRC) présentent une exposition.

**Le thème retenu est celui de l'Art et la Culture (1940-1945) dans la Résistance.**

Pour tous renseignements complémentaires : www.musee-resistance-chateaubriant.fr

## La stratégie de l'émotion

En 2007, Naomi Klein, dans son livre « **La stratégie du choc** », montrait comment au début de la décennie 70, les désastres étaient utilisés par le néo-capitalisme. Mettre à profit la sidération des populations, les chocs psychologiques qui en résultent pour faire franchir à la société, une étape de renoncement, de soumission, de régression globale, telle était la méthode prônée par **l'école de Chicago animé par Milton Friedman, conseiller entre autres de Pinochet, Thatcher, et Reagan.**

Après les attentats de 2015 en France, faut-il de plus se défier d'une « **stratégie de l'émotion** » ?

Le culte du « temps immédiat », les réseaux sociaux, les simplifications médiatiques font que l'émotion devient le ressort majeur du décryptage de l'actualité. L'un des symboles le plus visible en est le **phénomène grandissant des « marches blanches ».**

Le plus souvent aucun slogan ni revendication ne les accompagnent. Le citoyen s'abandonne à son ressenti dans le silence.

**Ce sont les évènements qui le motivent.**

**Mais rester seul avec soi au niveau de l'émotion peut l'isoler, le priver de la réflexion et du débat collectif.**

Certes les émotions positives ou négatives enrichissent l'existence, mais cette forme d'expression politique peut poser de redoutables défis à la démocratie lorsqu'elle devient une version « officielle », unanime et tend à remplacer l'analyse.

**Le recours à l'émotion est devenu l'un des moyens dont se sert la classe dominante pour dépolitiser les débats et maintenir les citoyens dans la situation d'être dominés par leurs affects.**

Ce terreau favorise la machine à mettre en scène des histoires (story-telling). Orchestrés par les médias, les slogans « je suis Charlie » ou « je suis en terrasse » sont porteur d'ambigüités et masquent les objectifs réels du pouvoir. **On croyait manifester sa solidarité et le soir devant la télé, on apprend que s'est tenu « le plus grand rassemblement de chefs d'Etats contre le terrorisme » dont certains sont complices de leur financement.**

**Cependant la marche vient aussi combler un vide laissé par les formes collectives d'action, comme le syndicalisme ou le militantisme politique.** Face aux souffrances et à la crainte de l'avenir, l'émotion réhumanise. Elle soulage d'autant plus qu'elle est partagée. Elle conjure brièvement le sentiment pesant de l'impuissance, face à la dureté des évènements.

**Pour contribuer à la reconstruction de la démocratie, le processus devrait alors prolonger les liens tissés dans l'émotion et mener à leur politisation progressive.**

C'est ainsi que la révolution de 1789 fût l'aboutissement d'un long processus de politisation de la société, entamé au sein des assemblées communales. La population avait pris l'habitude d'y échanger sur les affaires locales, dans l'élaboration des cahiers de doléances et la préparation des états généraux.

**La profondeur de la crise politique actuelle tient pour une part au fait que cet espace public s'est progressivement estompé. Il est temps de le restaurer.**

D'après **Anne-Cécile Robert**. Janvier 2016

Membre du comité de rédaction du Monde diplomatique.

## Une géographie numérique de la Bretagne GNB

La Géographie Numérique de la Bretagne comporte la mise en ligne de la « Géographie de la Bretagne » publiée en 1994 par les éditions Skol Vreizh et sa mise à jour « La Bretagne face à la mondialisation (2014) ». C'est avant tout un travail d'équipe, réalisé par un collectif de onze auteurs, géographes de diverses universités de l'ouest, dirigé par Pierre-Yves Le Rhun. Selon lui, « à qui veut s'informer sur un quelconque sujet, le premier réflexe est maintenant d'examiner les données disponibles sur Internet. Je crois que pour être vraiment utile il faut que notre ouvrage soit accessible pour tous immédiatement et seule une version numérique le permet. Notre GNB est une première en France, aucune région ne possède l'équivalent. » Ainsi enrichie, elle constitue désormais un wiki, encyclopédie participative, avec des mises à jour régulières classées - évidemment - dans « l'armoire bretonne ». L'ensemble conserve et développe les qualités initiales du projet, avec des allures d'atlas cartographique, appuyé sur des textes abordant tous les aspects de la géographie et de l'identité bretonnes.

P-Y Le Rhun, directeur du projet et géographe engagé, est bien connu comme ardent défenseur de la Bretagne dans ses limites historiques. C'est dans le chapitre de la GNB consacré aux divers réseaux de transports que se trouve son analyse de « la nouvelle donne » des aéroports de Bretagne.. Après une présentation balancée des arguments des partisans et des adversaires de l'aéroport de Notre Dame des Landes, il conclut ainsi : « Pour assurer la meilleure desserte possible de la région, le nouvel aéroport nantais doit répondre aux besoins de la Bretagne et des départements voisins qui constituent sa zone d'attraction ». Le projet de Notre Dame des Landes y est finalement présenté comme « un grand enjeu régional » et il est vrai que sa zone de desserte potentielle correspond à un Grand Ouest assez proche des limites de la Bretagne historique.

Il s'en explique ainsi dans la presse locale : « J'ai dressé un tableau comparatif des deux solutions, le maintien et le transfert, afin de clarifier les choses sans rentrer dans les chiffres fournis par les opposants et les défenseurs. Chacun peut se faire un avis. A titre personnel, je suis plutôt favorable au transfert. Cela peut paraître étonnant pour un écolo comme moi. J'estime qu'un grand aéroport nécessite des liaisons rapides par la route et le rail avec les zones les plus peuplées de son aire d'attraction. Il est évident que ce serait plus facile à réaliser avec Notre-Dame-des-Landes que pour le site de Nantes Atlantique. » (Presse-Océan du 19 janvier 2016).

Une géographie numérique utile, un beau travail de spécialistes et qui n'esquive pas l'examen des "questions chaudes" de la région, comme celles de ses limites historiques et du projet de NDDL.

**Lien :** http://www.skolvreizh.com/wiki/

**Jean-Yves MARTIN**

## Le chiffre

**9 % de chômage en Loire-Atlantique**, au 3ème trimestre 2015. Au niveau métropolitain, ce taux était de 10,6 %.

## La phrase

**« Vous le savez, au groupe du RDSE, nous avons beaucoup d'affection et de bienveillance pour Sylvia Pinel...»**
Jean-Claude Requier, sénateur Les Républicains du Lot, exprimant la préférence de son camp pour les incitations fiscales plutôt que sur les augmentations des aides directes à la construction de logement social proposées par les sénateurs communistes.

# Au cœur des collectivités



## Intercommunalités du vignoble
### Mariages forcés en perspective

Depuis le vote de la loi NOTRe l'été dernier, les projets de fusions de communes et d'intercommunalité vont bon train. L'objectif de cette loi, malgré les déclarations de bonnes intentions, le volontarisme affiché: projets communs, mutualisations, avenir ensemble…est bel et bien la réduction des dépenses publiques de l'Etat via une baisse généralisée de la somme des dotations versées aux collectivités territoriales.
Les conséquences de ces fusions sont multiples. Démocratiques, parce qu'elles éloignent les citoyens des lieux de décisions politiques. Territoriales, puisque les fusions créent des collectivités agrandies qui ne correspondent pas toujours au bassin de vie de tous ses habitants. Economiques, car la baisse des dotations asphyxie les finances locales alors que les collectivités représentent 70% des investissements publics, sans eux, la crise économique serait bien plus grave. Sociales, par la diminution des services publics rendus aux usagers et les contraintes imposées aux agents territoriaux. Enfin, institutionnelles, parce qu'elles posent la question de l'existence des communes et des départements dans un contexte de recentralisation des pouvoirs autour de super-intercommunalités, de régions élargies dans une Europe fédérale.

Dans notre département, un certain nombre de ces fusions ont vu le jour ou sont en projet. La fusion des Communautés de communes de la Vallée de Clisson et de Sèvre Maine et Goulaine est fixée au 1er janvier 2017. Elle est imposée par la loi NOTRe et le schéma départemental de coopération intercommunale.

Avec moins de 15 000 habitants, la CCSMG est obligée de fusionner avec une autre intercommunalité et il n'y a pas de plan B. Ce sera donc avec la CCVC pour des raisons de cohérence de bassin de vie (vallée de la sèvre, ligne SNCF, vignoble) mais aussi pour des raisons politiques où certains élus de droite ne veulent pas se rapprocher de la métropole nantaise de gauche.

Cette fusion n'est donc pas un choix, un réel projet de territoire et à l'heure actuelle, le débat pour savoir si l'intercommunalité élargie sera une communauté de communes (compétences limitées et moins de dotations) ou une communauté d'agglomération (plus de compétences et plus de dotations), n'est pas tranché. La conclusion de ce débat déterminera les compétences obligatoires et optionnelles qui seront sous la responsabilité de cette intercommunalité nouvelle de 53 000 habitants. La seule décision actée est celle de sa gouvernance, le prochain conseil communautaire sera composé de 50 membres contre 74 aujourd'hui, les futurs conseillers seront donc plus éloignés et moins représentatifs de leurs concitoyens. Quand la réduction des dépenses publiques devient un objectif, on peut raisonnablement craindre pour la qualité des services rendus à la population locale.

## Déchéance de nationalité
### Prises de positions au Conseil Municipal de Nantes

Laurence Garnier, chef de file de l'opposition municipale et nouvelle Vice-Présidente du Conseil régional s'est émue de voir la gauche nantaise s'opposer à nouveau au gouvernement. Ce qui lui a valu cette réponse d'Aymeric SEASSAU: « ce qui devrait plutôt vous inquiéter ce sont les 65% de français qui considérent que le gouvernement conduit une politique de droite, la vôtre donc. Je suis, moi, fier que la majorité de Nantes reste fidèle aux valeurs de la gauche comme à celles de la République. »
Malgré ses émotions, la droite n'a pas souhaité prendre part au vote. En outre, la gauche elle-même n'a pas été à l'unisson avec l'abstention du Mouvement Républicain et Citoyen et du Parti Radical de Gauche. Se sont donc clairement exprimés contre la déchéance de nationalité : les groupes communistes, socialistes et écologistes.
Le vœu exprime que « Constitutionnaliser la déchéance de nationalité pour les bi-nationaux, sans efficacité réelle en matière de lutte contre le terrorisme, apparaît en contradiction avec l'objectif d'unité nationale... » et rappelle que « l'État peut protéger les habitants face au terrorisme sans pour autant remettre en cause les droits et libertés fondamentaux.»

## Soutien à l'investissement public local
### *Malgré l'austérité, quelques fonds à (difficilement) mobiliser*

Malgré la continuation des politiques d'austérité, la loi de finances 2016 a prévu un dispositif de financement doté de 700 millions d'euros, loin de compenser les 3,67 milliards d'euros ponctionnés sur l'ensemble des collectivités, dont une première enveloppe de 500 millions d'euros destinés à des priorités d'investissement des communes et intercommunalités et une autre de 300 millions d'euros destinés à la revitalisation des bourgs-centres. Les Préfets de Région sont chargés de choisir les projets dans la limite des deux enveloppes. En Pays de la Loire, c'est donc en tout 49 743 388 millions d'euros qui pourront être attribués. L'enveloppe la plus importante concernera 7 domaines pour des projets de plus de 100 000 euros : rénovation thermique, transition énergétique, énergies renouvelables, mise aux normes des bâtiments publics, les infrastructures de transport ou favorisant la construction de logements et l'accueil des migrants. Le calendrier est très (trop) serré : la circulaire en direction des Préfets de Régions a été signée le 15 janvier, les collectivités ont été informées le 29 ; ces dernières devront remettre avant le 4 mars leur déclaration d'intention et avant le 8 avril le dossier complet.

## Près de vous

### Altercation à Couëron
Lors du Conseil Municipal du 25 janvier, une délégation du personnel accompagnée par la CGT s'était invitée pour faire état de leurs revendications. Hélas, dans ce contexte tendu, un Conseiller municipal de Couëron en est venu à des actes physiques. Dans un communiqué, le groupe des élus communistes a condamné cet acte et réaffirmé son soutien aux agents territoriaux et à la préservation du service public.

### A Saint-Herblain, abstention sur la vente des logements sociaux
La ville dépassant les obligations en terme de logement social, les bailleurs peuvent, après avis du Conseil municipal, mettre en vente une partie de ses logements. Étant donné à la fois la paupérisation d'une partie de la population et la complexification de la demande, les élus communistes herblinois se sont abstenus sur l'avis à cause des craintes sur la mixité sociale à long terme.

### A Saint-Nazaire, un horizon local qui se dégage
Lors du débat d'orientation budgétaire, après avoir rappelé le désastre que représentent les politiques d'austérité menées par le gouvernement et la difficulté dans laquelle se trouvent alors les collectivités, Yvon Renevot, adjoint communiste présente les atouts de Saint-Nazaire.
Il note l'augmentation de la population qui devrait bientôt atteindre 70 000 habitants. Atouts citoyens, ces nouveaux habitants seront à la fois source de nouvelles recettes mais exprimerons également de nouveaux besoins. L'emploi globalement devrait bien se porter : les carnets de commandes sont pleins pour 6 ans dans la construction navale et pour 10 ans dans l'aéronautique. Le développement de l'éolien lui aussi est une opportunité. Ces bonnes nouvelles sont cependant à modérer : ce développement doit s'accompagner de la création d'emplois stables et non de recours à une main d'œuvre sous-payée et précaire.
Tout en portant une attention particulière sur le personnel, l'élu communiste salue le fait que pour rendre visible une ville qui se transforme et s'adapte aux besoins de ses habitants, les hypothèses budgétaires incluent le recours à l'emprunt pour financer les premiers projets du programme stratégique 2016-2024.

### Rezé : faire jouer tous les leviers
Lors du débat d'orientation budgétaire où ont été exprimées les difficultés financières de la Ville et des augmentations de recettes potentielles ainsi que des propositions d'économies, le groupe communiste a dit « partager l'objectif d'agir sur plusieurs leviers visant à ne pénaliser ni les Rezéens, ni le service public, ni notre capacité d'investissement ».

## Jeunes Communistes

### A quand la prime pour la pauvreté ?

Le 10 février dernier, dans leur rapport, les magistrats de la Cour des comptes faisaient état de leur inquiétude pour les comptes publics au vu du nombre croissant de bénéficiaires de la prime d'activité.

La prime d'activité est une allocation qui remplace la prime pour l'emploi (ancien crédit d'impôt) et le RSA activité pour venir en aide aux foyers les plus modestes. Cette aide présente l'avantage contrairement à la prime pour l'emploi de ne pas être automatique. Mais elle nécessite une démarche du potentiel bénéficiaire. Le gouvernement, dans son projet de loi, pariait sur un taux de non-recours égal à la moitié des personnes y ayant le droit.

Il est toujours intéressant de regarder les petites mesquineries imaginées pour réduire le nombre de personnes aidées. Ainsi, le calcul de l'aide se fait tous les trois mois mais en exigeant un minimum de revenu par mois. Cela complexifie grandement l'obtention pour un travailleur n'ayant pas un emploi régulier. A l'inverse, la prime pour l'emploi était calculée annuellement. Les jeunes ont accès à cette aide (contrairement au RSA pour lequel il faut 25 ans), mais pour les étudiants et les apprentis, qui représentent une part énorme des travailleurs pauvres, le minimum mensuel nécessaire est augmenté.

Au-delà de ces cyniques calculs, il apparait nécessaire de s'interroger sur l'objectif de cette allocation. Le gouvernement la justifie pour donner davantage de pouvoir d'achat aux travailleurs modestes qui touchent jusqu'à 1500 € par mois. Il est alors possible d'y voir une reconnaissance par le gouvernement de la difficulté qui frappe les millions de citoyens qui ont des revenus inférieurs.

Comment ne pas y voir une contradiction avec son refus d'augmenter le SMIC ? Un travailleur au SMIC, dispositif existant justement pour que tout travailleur puisse vivre de son travail, est reconnu comme ne pouvant pas en vivre.
Sans même aborder la question des temps partiels qui aujourd'hui sont tellement répandus que le SMIC comme revenu mensuel n'est pas une réalité pour nombre de travailleurs (notamment chez les jeunes et les femmes).

Le plus ubuesque dans cette situation est que l'Etat se retrouve dans la situation de devoir verser la prime de précarité à ses propres agents qu'il sous-paye.

La bourgeoisie sort largement vainqueur d'une telle politique, ses profits sont soutenus par la subvention publique des bas-salaires ainsi que l'augmentation du marché national qui lui permet d'écouler ses biens. Les perdants sont les travailleurs dont les caisses de solidarités ne profitent pas des allocations et dont le travail reste sous-payé. Si le gouvernement souhaite redonner du pouvoir d'achat aux travailleurs les plus modestes, qu'il commence par augmenter les salaires.

**Adrien HELARY**

## Commémorations du procès des 42 et des 16

En Janvier 1943 se déroule à Nantes le plus grand procès de résistants communistes membres des Francs Tireurs et Partisans : 45 Résistants comparaissent devant un tribunal militaire nazi, 37 condamnations à mort sont exécutées le 29 janvier, le 13 février et le 7 mai 1943 au terrain du Bêle à Nantes. En août de la même année, se déroule à huis clos un nouveau procès, celui des 16. Ils seront fusillés le 25 août. Ces procès sont une parodie de justice, ils se déroulent en allemand, pour certains accusés, aucun fait n'est démontré. Ces procès sont avant tout politiques. Le tribunal allemand et le régime de Vichy voulaient réprimer la résistance communiste et faire des exemples, être identifié comme communiste suffisait à être condamné à la peine de mort. Celles et ceux qui ne furent pas condamnés à la peine capitale furent emprisonnés ou déportés.

Pour leur rendre hommage, le comité départemental du souvenir des fusillés de Nantes et Châteaubriant organise cette année encore plusieurs commémorations :

**Samedi 13 février 2016** à 10H30 au terrain du Bêle à Nantes en présence des autorités officielles.

**Samedi 13 février 2016** à 14H00, place Jean LOSQ à Ste Luce sur Loire

**Dimanche 14 février 2016** à 11H00 au cimetière de Divatte-sur-Loire (La Chapelle-Basse-Mer), un hommage sera rendu aux 5 résistants FTP, républicains espagnols condamnés lors de ces procès.

**CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE**
380, route de la Côte d'Amour - Océanis - **SAINT-NAZAIRE**
**02 40 17 20 20**

**«Nouvelles de Loire-Atlantique»**
Directeur de la Publication :
Jérome TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imrimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction :
Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA
Robin SALECROIX
Gauthier LORTHIOIS
André MAURICE
Jeannine TROUILLARD

## Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

**Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.**

NOM :……PRENOM :……

ADRESSE :……

TEL:…… EMAIL:……

❒ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
❒ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de ……€
Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES